

"L'ordre républicain ou le chaos" ?

Les conflits qui naissent des contradictions inhérentes à la société française débordent de toutes parts. Le rejet du projet de Constitution européenne a mis un frein à l'intégration économique selon les préceptes du libéralisme. Pour ce qui est des actions actuelles de groupes de jeunes dans les banlieues, elles sont l'expression de la situation dramatique dans laquelle se trouvent ceux qui subissent les conséquences de la domination de l'impérialisme français en Afrique.

Avant le référendum de mai dernier, les représentants du gouvernement et des capitalistes répandaient des annonces d'Apocalypse en cas de vote négatif. Après coup, ils s'accommodent de ce revers et poursuivent tranquillement leurs objectifs par d'autres chemins. Les manifestations organisées par les confédérations syndicales ne font guère plus que susciter le dédain de ceux à qui sont adressées les revendications exprimées. C'est que les mécanismes de la démocratie basés sur le recueil de la volonté du peuple dans l'urne ainsi que sur la concertation entre partenaires sociaux sont bien huilés.

Par comparaison, les actes de violence survenus ces jours-ci provoquent des positions autrement plus énergiques et tranchées de la part du gouvernement. En effet, ces perturbations de l'ordre républicain - même si elles surtout des cibles symboliques - sont plus difficiles à digérer que les contestations respectant les bonnes moeurs.

Sans doute l'appareil d'Etat dispose-t-il de moyens amplement suffisants pour exercer une répression directe et ouverte. Mais les mesures purement policières exposent le pouvoir à une aggravation des difficultés qu'il connaît au plan politique. C'est pourquoi il se sert d'alliés prêts à jouer les partenaires sociaux sur ce terrain-là, y compris en appliquant la démagogie de l'intégration multi-communautaire à travers des autorités religieuses.

Le gouvernement ne cherche pas à assurer un emploi à chacun, mais à mettre en place les conditions pour la réalisation du maximum de profit, par les employeurs. Les ordonnances de cet été (notamment le "contrat nouvel embauche") en sont le

dernier exemple en date. **La priorité du gouvernement n'est pas non plus d'arrêter des délinquants, mais de garder sous contrôle les populations éjectées purement et simplement du circuit d'exploitation capitaliste.** Lorsque les deux jeunes sont morts électrocutés à Clichy-sous-Bois, les événements se déroulaient en l'absence de faits délictueux.

La haine, née de la situation dans laquelle se trouvent ces jeunes et nourrie de l'impuissance qu'ils ressentent, les conduit à des actions destructrices marquées par le désespoir. Cela est arrivé dans d'autres contextes, par exemples lorsqu'en juillet 2000 les grévistes de Cellatex menacèrent de verser de l'acide dans une rivière.

Il est clair que ces actions de défoulement ne constituent pas un moyen de lutte approprié. **Mais puisque nous considérons qu'il faut éliminer le système capitaliste fondé sur l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, notre attitude ne peut être celle d'appeler au calme, de demander des subventions, des réglementations et toutes sortes de mesures faisant semblant d'offrir aux "défavorisés" des "opportunités" de formation, d'emploi etc.** Notre préoccupation n'est pas de faire en sorte qu'en quittant la misère extrême pour la misère normale, ils soient tranquillisés.

L'alternative, c'est l'organisation du mouvement ouvrier et, autour de lui, de toute la population qui subit l'exploitation et l'oppression propre à la société capitaliste, avec pour objectif de remplacer le pouvoir de la bourgeoisie par celui de la classe ouvrière.

Ce combat-là ne peut être pacifique. La preuve en est la violence dont sont victimes quotidiennement les travailleurs (amiante...), les immigrés (rafles, expulsions, maisons en flammes...), les militants (condamnations en justice...). Et cette violence n'est bien entendu pas exercée de façon anonyme par un système impersonnel, mais par des personnes qui vivent et s'enrichissent grâce à ce système et qui participent activement à son maintien.



Pour faire tomber ce pouvoir, il faut mettre en oeuvre notre force collective organisée.

Le 11/11/2005
Des militants anti-impérialistes